



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87 039 Limoges

Limoges, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SDCL/DALKIA FRANCE**

Acticampus 4  
40 rue James Watt - BP 90541  
37200 Tours

Références : UiD872025-53  
Code AIOT : 0006003649

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement SDCL/DALKIA FRANCE implanté 38 rue Jules Ladoumègue 87100 Limoges. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection des installations classées et plus particulièrement de l'action nationale 2025 relative à la combustion

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDCL/DALKIA FRANCE
- 38, rue Jules Ladoumègue 87 100 Limoges
- Code AIOT : 0006003649
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé d'une chaudière biomasse d'une puissance de 28 MW. Il dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11/08/2011 et d'un arrêté préfectoral en date du 10/02/2020 actant le classement de cette chaudière sous le régime de l'enregistrement et précisant les prescriptions qui lui sont applicables (arrêté préfectoral précité et arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à 116	Sans objet
2	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9	Sans objet
3	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-I et V	Sans objet
4	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-II	Sans objet
5	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-III	Sans objet
6	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-V	Sans objet
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16	Sans objet
8	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.14	Sans objet
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26	Sans objet
10	Autosurveillance des rejets aqueux (eaux industrielles et de voirie)	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 8.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas de non-conformité majeure relevée sur les points contrôlés

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 à 116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;[...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le site est bien présent sur la page internet accessible au public : <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</a> ainsi que dans le fichier EXCEL nommé : 2025-02-03_Extraction-Recueil_MCP-publi.xlsx Les éléments recensés se trouvent en ligne 1272 avec Identifiant du site : 13511143
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
<b>Constats :</b>  <b><u>Rapport d'analyses annuel APAVE 2023 :</u></b> Les résultats d'analyses du 14/11/2023 montrent que le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides.  <b><u>Rapport d'analyses annuel APAVE 2024 :</u></b> Les résultats d'analyses du 30/10/2024 montrent que le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Autres VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-I et V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE HAP, COVNM, formaldéhyde
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Pour les chaudières autorisées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm <sup>3</sup> .  Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> . Pour les chaudières autorisées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total.  Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total. Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm <sup>3</sup> .  V. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

**Constats :****I -Rapport d'analyses annuel APAVE 2023 :**

Page 12/68 du rapport d'essais annuels du 14/11/2023

**Hydrocarbures aromatiques polycycliques totaux (8 HAP)**

Date et durée des essais : 18/09/2023 64 min

Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,00004 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 0,1 mg/m<sup>3</sup>

**Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)**

Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 3 essais : 3,45 3,80 3,64 moyenne : 3,63 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 50 mg/m<sup>3</sup>

**II - Rapport d'analyses annuel APAVE 2024 :**

Page 11/60 du rapport d'essais annuels du 30/10/2024

**Hydrocarbures aromatiques polycycliques totaux (8 HAP)**

Date et durée des essais : 11/09/2024 63 min

Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 0,1mg/m<sup>3</sup>

**Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)**

Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 3 essais : 0 0 0 moyenne : 0 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 50 mg/m<sup>3</sup>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Autres VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, VLE HCl, HF

**Prescription contrôlée :**

II. - Pour les chaudières de puissance supérieure 20 MW autorisées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :

- HCl : 10 mg/Nm<sup>3</sup> ;

- HF : 5 mg/Nm<sup>3</sup>.

Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm<sup>3</sup> en HCl et 25 mg/Nm<sup>3</sup> en HF.

Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :

- HCl : 30 mg/Nm<sup>3</sup> ;

- HF : 25 mg/Nm<sup>3</sup>

<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>I -Rapport d'analyses annuel APAVE 2023 :</u></b>  Page 6/68 du rapport d'essais annuels du 14/11/2023  Date et durée des essais : 19/09/2023 64 min</p> <p><b>Acide Chlorhydrique (HCl)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,089 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 30 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p><b>Acide Fluorhydrique (HF)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,034 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 25 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p><b><u>II -Rapport d'analyses annuel APAVE 2024 :</u></b></p> <p>Page 9/60 du rapport d'essais annuels du 30/10/2024  Date et durée des essais : 11/09/2024 63 min</p> <p><b>Acide Chlorhydrique (HCl)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,12 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 30 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p><b>Acide Fluorhydrique (HF)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0 mg/m<sup>3</sup> pour VLE à 25 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 5 : Autres VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-III</p> <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE dioxines et furanes</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b>  III. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>I -Rapport d'analyses annuel APAVE 2023 :</u></b>  Page 11/68 du rapport d'essais annuels du 14/11/2023  Date et durée des essais 18/09/2023 : 163 min  <b>Dioxines et Furanés (PCDD - PCDF en ITeq NATO)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,069 ng/m<sup>3</sup> pour une VLE à 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p><b><u>II -Rapport d'analyses annuel APAVE 2024 :</u></b>  Page 10/60 du rapport d'essais annuels du 30/10/2024  Date et durée des essais 11/09/2024 : 153 min  <b>Dioxines et Furanés (PCDD - PCDF en ITeq NATO)</b>  Concentration gaz sec à 6 % de O<sub>2</sub> : 0,00045 ng/m<sup>3</sup> pour une VLE à 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

N° 6 : Autres VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.13-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE métaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme des métaux Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.
<b>Constats :</b>  <b><u>I -Rapport d'analyses annuel APAVE 2023 :</u></b> Page 11/68 du rapport d'essais annuels du 14/11/2023 Date et durée des essais 18/09/2023 : 163 min <b>Dioxines et Furanes (PCDD - PCDF en ITeq NATO)</b> Concentration gaz sec à 6 % de O <sub>2</sub> : 0,069 ng/m <sup>3</sup> pour une VLE à 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> .  Page 9/68 du rapport d'essais annuels du 14/11/2023 <b><u>Cd+Hg+Tl :</u></b> 15,568 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 100 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 0,530 g/h pour une VLE à 4 g/h <b><u>As+Se+Te :</u></b> 2,870 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 1000 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 0,098 g/h pour une VLE à 40 g/h <b><u>Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn :</u></b> 62,546 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 20 000 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 2,128 g/h pour une VLE à 800 g/h  <b><u>II -Rapport d'analyses annuel APAVE 2024 :</u></b> Page 10/60 du rapport d'essais annuels du 30/10/2024 Date et durée des essais 12/09/2024 : 153 min  <b>Dioxines et Furanes (PCDD - PCDF en ITeq NATO)</b> Concentration gaz sec à 6 % de O <sub>2</sub> : 0,00045 ng/m <sup>3</sup> pour une VLE à 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> .  <b><u>Cd+Hg+Tl :</u></b> 1,219 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 100 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 0,044 g/h pour une VLE à 4 g/h <b><u>As+Se+Te :</u></b> 0,192 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 1000 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 0,007 g/h pour une VLE à 40 g/h <b><u>Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn :</u></b> 56,007 µg/m <sup>3</sup> pour une VLE à 20 000 µg/Nm <sup>3</sup> + flux = 2,013 g/h pour une VLE à 800 g/h
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Système de traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Système de traitement des fumées. I. - Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre : L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).
<b>Constats :</b>  Le site ne comprend pas d'électrofiltre, ni de traitement à l'urée pour le traitement des fumées. Le traitement des fumées s'effectue donc par un système de FAM (Filtre A Manches). Ce type de système nécessite un entretien régulier et fréquent mis en place par l'exploitant. Une procédure à tenir en cas de problème sur les FAM est en place depuis 2022. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de panne ou de dysfonctionnement significatif du dispositif de réduction des émissions (constitué par les FAM) depuis plusieurs années. En effet, des décolmatages réguliers des FAM sont effectués. Il est prévu un renouvellement des 2 compartiments de FAM tous les 2 ans. En 2024, 100 % des manches sont renouvelées (fréquence moyenne de renouvellement d'une manche 6 ans). D'un point de vue exploitation, 3 heures de fonctionnement sans filtration par les FAM induisent automatiquement l'arrêt des installations de combustion. Le point concernant la transmission des éléments à l'Inspection des Installations Classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures en cas de panne du dispositif de FAM a été traité lors de la visite d'inspection avec transmission à l'exploitant des coordonnées courriel de l'Unité Interdépartementale. Enfin, en s'appuyant sur le rapport FEDENE, l'exploitant a mis en place un suivi plus fin des rejets atmosphériques par baie d'analyse toute neuve dans lesquelles sont enregistrées et traitées en continu les NOC : conditions d'exploitation normales (Normal Operating Conditions) et OTNOC : conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Démarrage et arrêt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b>  Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
<b>Constats :</b>  Le démarrage à froid de l'installation est présent dans la procédure interne spécifique PO 004. Il n'y a pas de procédure spécifique au site car il existe une consigne DALKIA d'exploitation nationale générique d'arrêt pour ce type d'installation en fonction de chaque combustible utilisé par chaque site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés. III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
<b>Constats :</b>  À la demande de l'Inspection des Installations classées, les deux derniers rapports d'analyses annuels ont été transmis par courriel.

**Rapport d'essais annuel APAVE 2023 :**

N° de rapport : 100068981-001-1

Date : 14/11/2023

Version : 1

**Rapport d'essais annuel APAVE 2024 :**

N° de rapport - Version : 100068981-001-1

Date : 30/10/2024

Version : 1

**Type de suites proposées :** Sans suite**N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux (eaux industrielles et de voirie)****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 8.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux**Prescription contrôlée :****CHAPITRE 8.4 SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX**

L'exploitant fait réaliser, pendant les périodes de rejet de l'installation, une campagne annuelle de mesures portant sur les points de rejet N°2 et N°4. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres visés à l'Article 4.3.8. à l'Article 4.3.9. et à l'Article 4.3.11.

Ces analyses sont réalisées suivant les normes mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées dans un délai de deux mois.

Une fois les trois premières années de fonctionnement achevées, et si les résultats de ces mesures montrent que les rejets de l'installation ont un faible potentiel polluant, l'exploitant pourra demander leur allègement dans les limites des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 susvisé.

**Constats :**

Les lacunes de transmission de l'autosurveillance dans GIDAF relevées le jour de l'inspection 06/02/2025 ont été levées par le directeur du site, le 19/02/2025.

Les droits d'accès à MONAIOT / GIDAF ont été créés le jour de l'inspection afin de permettre à l'exploitant de saisir les analyses manquantes dans GIDAF.

Ainsi les 4 déclarations annuelles 2021, 2022, 2023 et 2024 ont été transmises dans GIDAF.

Ces analyses se sont révélées conformes aux VLE et n'appellent pas de remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite